

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS:

Roubaix-Tourcoing: Trois mois. . . 13.50
Six mois. . . 26.50
Un an. . . 50.50

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . 15 fr.
La France et l'Étranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

INSERTIONS:

Annonces: la ligne. . . 20 c.
Réclames: . . . 30 c.
Faits divers: . . . 50 c.

On peut traiter à forfait pour les abonnements et annonces.
Les abonnements et les annonces sont reçues à Roubaix, au bureau du Journal, à Lille, chez M. QUARÉ, libraire, Grande-Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et C^o, 5, place de la Bourse; à Bruxelles, à l'Office de Publicité.

ROUBAIX 14 MARS 1875.

La déclaration du gouvernement

Si nous étions embarrassés pour apprécier la déclaration lue jeudi par M. Buffet à la tribune de l'Assemblée nationale, et si nous pouvions hésiter à en reconnaître le sens et la portée, nous n'aurions qu'à consulter les journaux radicaux; leur lecture dissiperait tous nos doutes et ferait la lumière dans notre esprit. Désappointement et colère, tels sont les deux sentiments que nous y trouvons traduits par des récriminations plus ou moins vives, des attaques et menaces plus ou moins dissimulées.

Les conservateurs ont donc lieu de se réjouir, et, pour notre part, nous ne dissimulerons pas l'agréable surprise que nous ont causée les affirmations si nettes et si précises de M. le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur. On avait eu raison de lui attribuer cette noble parole; je serai le serviteur de la loi, je ne serai l'instrument d'aucune rancune. M. Buffet a tenu à honneur de la reproduire dans sa profession de foi gouvernementale. Et qu'on ne vienne pas dire que c'est seulement en son nom qu'il a parlé: le texte de la déclaration a été lu en conseil des ministres; elle a été l'objet d'une délibération; elle a été approuvée par le maréchal-président et par tous les ministres; elle est donc un acte gouvernemental, l'affirmation solennelle des principes en vertu desquels la nouvelle administration entend gouverner la France.

Nous avons eu occasion de faire nos réserves quant à la forme du gouvernement et nous n'avons jamais dissimulé nos espérances pour l'avenir; mais, nous trouvant en face d'un fait indéniable, d'un fait légal quoique provisoire, nous nous estimons heureux que ce fait n'ait point tout d'abord la suite que beaucoup pouvaient redouter; et nous considérons que le premier acte du gouvernement issu de la coalition du 25 février est de nature à rassurer les conservateurs. Nous aurions donc raison de dire que le ministère du 10 mars est un ministère d'honnêtes gens.

Le document qui inaugure l'établissement légal de la troisième république a notre approbation parce qu'il est une déclaration de guerre à l'esprit révolutionnaire. L'homme qui a tant contribué à la chute de M. Thiers le 24 mai, et qui, à tort ou à raison, nous ne discuterons pas ce point pour le moment, a accepté de diriger la république pour l'empêcher de rouler en démagogie par une pente rapide, cet homme a l'insigne honneur d'être traité de réactionnaire par les feuilles rouges, et d'être déjà insulté par ceux qui hier encore vantaient sa capacité et son caractère, parce qu'ils espéraient en faire l'instrument de leurs desseins, le marche-pied de leurs ambitions. Il est réactionnaire parce qu'il vient de dire à la révolution: tu n'avanceras pas; parce qu'il repousse les procédés de compression qui sont la vraie méthode des jacobins.

Nous avons eu, pourquoi ne pas le re-

connaitre, un moment de défiance à l'égard de M. Buffet quand nous l'avons vu, de concert avec les gauches, hâter le vote des lois constitutionnelles; nous ne pouvons aujourd'hui refuser notre adhésion et notre concours à l'homme qui vient de porter à la tribune française cette fière et consolante affirmation:

« Il faut, avant tout, détruire l'équivoque et faire pénétrer dans chaque commune de France cette conviction que la population honnête, paisible, laborieuse, attachée à l'ordre par ses sentiments et par ses intérêts, a le gouvernement de son côté et qu'elle peut compter sur nous pour la protéger contre les attaques et les passions subversives. »

Nous croyons que ces paroles auront du retentissement et qu'elles seront bien accueillies par ces populations laborieuses, assez étrangères à la politique, qui ne pouvaient comprendre les détails de la lutte parlementaire commencée dès le début de la session, qui s'inquiétaient des accents triomphants des éternels ennemis de l'ordre, et qui, poussées par l'instinct, cherchaient de tous côtés qui les délivrerait des dangers imminents.

En ce qui concerne plus particulièrement l'Assemblée, la déclaration du gouvernement justifie pleinement nos prévisions; elle va reconstituer une majorité, la vraie majorité conservatrice, celle qui ne nait pas des manœuvres de partis, mais qui se forme par l'alliance des conservateurs. Le centre droit et la droite modérée n'auront plus de scrupule à se rallier au ministère, et celui-ci devra s'appuyer sur eux pour repousser victorieusement les exigences de ses alliés d'un jour. Voilà donc un excellent point de départ: nous souhaitons que le ministère poursuive la route en conservant toujours avec lui ses véritables amis.

ALEXANDRE WATTEAU.

Bulletin du jour

Si le programme du gouvernement nous satisfait, il ne nous rassure pas sur les dangers de la situation. A cause même de ses déclarations, l'existence du cabinet nous paraît bien fragile et nous ne savons trop s'il conservera une majorité suffisante dans l'Assemblée. Déjà les échos de Versailles nous apportent des rumeurs assez inquiétantes à ce sujet. Il ne faut donc pas que les conservateurs se fassent trop d'illusions et s'imaginent que tout est sauvé. Ils doivent s'estimer fort heureux que tout ne soit pas perdu.

Les dernières dépêches reçues par nous hier soir et ce matin assurent que M. d'Audiffret déclinera la candidature à la présidence de l'Assemblée, si la gauche maintient la condition d'avoir un vice-président nouveau. Alors, la gauche porterait M. Laboulaye; la droite, M. de Kerdrel. Cette élection aura lieu probablement lundi. L'Assemblée se prorogerait jeudi.

M. Desjardins serait nommé sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur; M. Bardoux, à la justice; M. Passy, aux finances; M. Charles Jourdain est nommé secrétaire général du ministère de l'instruction publique.

L'impératrice de Russie est arrivée hier à Paris.

Les journaux officiels autrichiens et italiens font beaucoup de bruit autour

de la prochaine entrevue de François-Joseph et de Victor Emmanuel qui aura lieu à Venise, au mois d'avril. On se demande ce que ces deux souverains peuvent avoir à se dire.

Le rédacteur en chef du principal journal catholique de Berlin la *Germania*, vient d'être condamné à deux ans de prison. On voit qu'il y a des juges à Berlin et qu'ils ne frappent pas de main-morte les journalistes qui s'avisent de critiquer les faits et gestes de M. de Bismark. — A. R.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 13 Mars 1875.

La séance est ouverte à 2 h. 30 minutes, sous la présidence de M. Martel.

Le procès-verbal de la dernière séance est approuvé sans observations.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la loi sur les cadres.

L'Assemblée adopte sans modifications importantes les derniers articles du projet de loi.

Elle en adopte ensuite l'ensemble.

Elle fixe à lundi l'élection d'un président.

La séance est levée.

REVUE DE LA PRESSE

« Ce que nous souhaitons, dit le *Constitutionnel*, le ministère l'a fait. Dès le premier jour, peut-être même la veille de son avènement, nous exprimions le vœu que l'exemple du grand Casimir Périer fût suivi par le cabinet nouveau. Casimir Périer ne connaissait d'autre point d'appui que la loi. Avec la loi, il se flattait de tout faire, de tout obtenir, de tout régler, de tout pacifier; et en se fondant sur la loi, en aspirant avec une persévérante fidélité tout l'esprit de la loi, en se nourrissant du pur suc de la loi, il fit infiniment de bien, et, en quelques mois de pouvoir, il se ménagea un lot d'honneur et de patriotique renom, qui aura autant de durée que la vie et la mémoire de la France. La loi aussi, rien que la loi, mais toute la loi, voilà quel est le point d'appui que M. Buffet se propose de s'approprier. Ces paroles prendront des teintes différentes, selon qu'elles seront lues par les yeux de la droite ou par les yeux de la gauche; c'est là un malheur inévitable. Pour nous qui les interprétons à la simple lumière de notre impartial bon sens, nous les goûtons fort; l'aveu ne nous coûte pas à faire, et nous les goûtons, parce que, encore une fois, c'est la loi, toute la loi, rien que la loi, et que nous avons la nette conscience qu'avec la loi il est facile de purger le corps social de toutes les humeurs malignes qui le rendent débile ou disgracieux, et de le restituer dans sa force et dans sa dignité depuis trop longtemps perdues. »

Aux yeux de la *République française* aussi, ce passage est le point culminant de la déclaration ministérielle. Le cabinet du 10 mars n'est rien, s'il n'est pas la conséquence et la consécration du grand et décisif mouvement parlementaire qui a institué parmi nous le gouvernement républicain. Ce gouvernement fait d'hier, peut-on le défaire aujourd'hui? En nourrit-on la pensée secrète? Non, nous ne le croyons pas, et personne ne le croit en France. Ce gouvernement nécessaire est inévitable. Sans la République, il n'y a plus de gouvernement dans notre pays; il n'y a plus que de l'anarchie, le désordre, le crime, la honte, le démembrement. Pourquoi donc avoir reculé, non pas devant une affir-

mation solennelle de la République, — on sait assez que nous ne demandons pas de professions de foi inutiles — mais devant l'affirmation de la politique ferme, résolue, ouverte, franche, sans arrière-pensées, sans vaines sensibleries, sincère et positive, confiante en la démocratie, pleine d'avenir et de promesses que la France attendait du premier ministère républicain? On croyait que la déclaration du cabinet du 10 mars ouvrirait des perspectives: elle maintient l'attention du pays sur des combinaisons politiques mesquines, usées, sans portée, sans grandeur. Le contraste est choquant, et voilà ce qui est la faute. Il valait cent fois, mille fois, mille fois mieux ne rien dire du tout, car c'est ne rien dire que de considérer par des phrases vides des partis qui ne se consolent jamais de la défaite qu'ils viennent d'éprouver et qu'ils sentent tout à fait mortelle. »

Le *Temps* ne disconvient pas que les déclarations ministérielles « ne mettent pas suffisamment en relief les faits considérables qui se sont récemment produits et la situation nouvelle qu'ils ont créée, mais ajoute-t-il, on reconnaît sans peine qu'elles ne doivent pas causer grande surprise, venant du cabinet de transition et de transition qui s'est formé le 10 mars. »

Le *Temps* ne pense pas qu'il faille s'étonner de voir M. Buffet chercher à donner satisfaction aux sentiments personnels de la plupart de ses collègues « à répéter et encore des refrains jadis aimés sur les passions subversives, sur les principes d'ordre et de conservation sociale. Ces vieilles formules si creuses et si usées qu'elles soient, dit-il, ont conservé du charme pour beaucoup de gens; on espère qu'elles pourront encore servir de mot de passe et ramener la minorité tout entière au giron ministériel. Toute autre interprétation serait offensante pour le pays et pour l'honorable vice-président du Conseil. »

La *Presse* demande s'il est équitable et rationnel de venir, en prenant possession du gouvernement, parler de « passions subversives » au moment même où la gauche extrême, comme la gauche modérée, a fait preuve de tant d'abnégation, de tant de modération, d'un désintéressement qui seul a rendu possible l'avènement de ce ministère? L'honorable M. Buffet, dit-elle, s'est préoccupé avant tout « de trouver dans l'Assemblée nationale l'appui d'une majorité approuvant sapolitique et résolue à s'y associer. » Mais cette majorité n'existe-t-elle point.

La *Presse* aurait compris qu'en « tendit la main à la minorité. Mais point, s'écrie-t-elle; c'est la minorité qui s'est exprimée hier par la bouche de M. Buffet. En résumé nous approuvons tout ce qui, dans la déclaration gouvernementale, tend à faire accepter le régime nouveau aux monarchistes de la veille. Mais nous regrettons vivement qu'elle ne soit pas plus affirmative dans le sens de la constitution du 25 février. Au surplus, nous attendons les actes du cabinet avec une entière confiance dans sa loyauté, et un vif désir d'avoir à louer aussi en lui une fermeté inébranlable. »

Dans l'*Univers*, M. Louis Veuilleot écrit:

« Cette fois nous sommes au sérieux. Le ministère, par l'organe de M. Buffet, a lu son programme. Programme froid,

froidement écouté, et qui n'offre rien de neuf que son style étonnamment construit. Pour être juste, c'est du charabia double et concentré. Il faut le traduire. Mais, traduction faite, on n'y trouve rien d'exorbitant et souvent rien du tout.

La feuille catholique termine ainsi son article: « On pourrait, à la rigueur, soutenir que le ministère est composé, proposé, posé, mais qu'il n'est encore ni baptisé ni confirmé. »

Le *Journal de Paris* s'adresse en ces termes aux journaux du centre gauche. « Ce sont eux (non pas nous) ce sont eux qui ont trouvé dans la nouvelle organisation des pouvoirs publics la satisfaction plus ou moins complète de leurs vœux. Ce sont eux qui doivent, par leur adhésion à la politique du cabinet, rassurer le pays. Mais si ceux qui ont reçu cette satisfaction dont parle M. Buffet refusent leur adhésion à la politique du cabinet, et s'estiment mécontents, qui donc sera content, qui donc sera satisfait? »

Le *Français* trouve que la déclaration du ministère est « claire précise. » Il approuve ce langage « si net, si ferme, si fier, si dédaigneux des petites habiletés » qui donne pleine et entière satisfaction aux conservateurs de tous les partis, tout en respectant et en faisant respecter ce qui est, depuis le 25 février, le fait légal et incontestable. »

La *Liberté* ne se fait pas d'illusion « sur les difficultés que rencontrera le nouveau ministère dans la mise en œuvre de ce programme, » mais, suivant elle, « on peut dire dès aujourd'hui qu'il a rassuré le parti conservateur. »

L'*Union* résume comme il suit, « l'impression générale qui résulte de la communication ministérielle. Rien n'est changé, dit-elle, dans l'état logique des partis, et ce n'était pas la peine de mettre en l'air toute la France pour retomber dans une situation où ce qu'il y a de plus notable, c'est M. de Meaux qui vient aux affaires, c'est M. de Camont qui en sort. La France pouvait attendre une fin plus éclatante de cette laborieuse perturbation. »

L'*Union* ne croit pas que le gouvernement puisse être fort, attendu « qu'il repose sur une fiction. Il veut être l'ordre, dit-elle, mais le principe d'ordre lui manque. En France ajoute-t-elle, l'ordre c'est la monarchie. »

Le *Pays* constate que certains organes de la gauche critiquent le programme du cabinet, puis il se demande « quelle sera l'issue de tout cela. » Nous n'en voyons qu'une, dit-il, il faut que le centre droit abandonne les gauches et se rapproche des autres groupes conservateurs.

« La majorité du 24 mai est encore possible, et nous emploierions tous nos efforts, pour ce qui nous concerne, à la reconstituer. »

L'*Ordre* croit qu'il convient d'attendre « non pas pour juger du programme, mais de la possibilité de sa franche exécution, la majorité qui s'offrira ou se refusera au cabinet du 10 mars. Il serait imprudent d'oublier que nous sommes sous un régime parlementaire, et que MM. Buffet et Dufaure sont des parlementaires convaincus et pratiquants. »

Un instant après, il la rouvrit. Il y avait dans ces lignes concises, dans ces caractères tracés à la hâte, quelque chose de voulu, d'arrêté, qui rappelait la Berthe d'autrefois.

— Non, se dit-il, ce n'est pas pour m'implorer qu'elle veut me voir, la fièvre Berthe.

Quand l'heure du dîner sonna, il se surprit cherchant pour la centième fois à arracher son secret au billet mystérieux.

Il dinait au camp, la présence de l'empereur retenait tout le monde à son poste.

Il ne mangea pas, réfléchit beaucoup, ne découvrit rien, et se décida, le cœur battant un peu, à suivre ce nouveau courant d'aventures.

Berthe avait entrevu d'un oeil clair la possibilité de cet entretien dangereux, et résolu les moyens de se le procurer.

Le capitaine Aubépin, comme tous les autres officiers de la première division qui allaient être décorés à la revue de l'Empereur, devait dîner à la table de Sa Majesté.

Il vint se mettre en tenue, s'informa froidement de la santé de sa femme, embrassa ses enfants, et remonta au quartier impérial, vers lequel nombre d'officiers se dirigeaient en file serrée.

La jeune femme était donc libre.

LETTRE DE PARIS

Correspondance particulière du Journal de Roubaix

Paris, 13 mars.

Hier soir, en terminant ma lettre, je vous signalais le désappointement manifesté par les gauches, après la lecture du manifeste ministériel lu par M. Buffet. Vous connaissez maintenant le texte de ce programme politique. Il s'annonce très nettement conservateur décidé à repousser énergiquement les attaques des passions subversives; dominant son approbation aux administrateurs aujourd'hui en fonctions, ce qui dément tout projet de razzia de préfets, de sous-préfets et de procureurs généraux; cherchant à ramener, dans l'Assemblée l'accord dans toutes les fractions conservatrices qui se sont divisées à propos des lois constitutionnelles; n'ayant nulle envie de pratiquer une politique de rancune contre aucun parti; l'état de siège maintenu jusqu'à l'époque du vote d'une loi de la presse pour en réprimer les excès; maintien de la nomination des maires par le gouvernement, avec l'intention de les prendre, *autant que possible*, dans le sein des conseils municipaux. *Cet autant que possible* n'engage pas beaucoup le ministère. Vous remarquerez que le mot républicain n'est pas prononcé, une seule fois, dans cette déclaration.

Le compte-rendu du *Journal officiel* ne constate que des approbations données par la Droite et le centre Droit, il ne signale pas une seule approbation du côté des Gauches.

Les organes républicains expriment tout leur mécontentement, le *Rappel* dit: C'est une déception.

Après la lecture du programme, les députés de la Gauche ont vivement interpellé dans les couloirs les membres du centre Droit et du centre Gauche qui ont travaillé à la combinaison ministérielle. Plusieurs des membres de l'extrême gauche ont adressé à M. Gambetta des reproches violents.

La situation du *Journal des Débats* est singulière. Son principal propriétaire et rédacteur, M. Léon Say, est membre de ce ministère au nom duquel la déclaration est lue; ce qui n'empêche pas cette feuille de blâmer le programme ministériel et notamment le silence qu'il garde sur la dissolution.

Ce matin, les députés des Gauches, en se rendant à Versailles, manifestaient la plus vive irritation d'avoir été, disaient-ils, si complètement mystifiés. Les habiles recommandent de prendre patience et de ne pas brusquer une rupture.

Du reste, vous avez vu, par les dernières lignes du manifeste, que le ministère met le marché à la main aux Gauches et réclame un vote de confiance. Oseraient-elles refuser ce vote?

Voilà une autre difficulté. Le centre Droit veut réélire le général de Chabaud-Latour, vice-président de l'Assemblée, si M. le duc d'Audiffret-Pasquier est élu président, ce qui ne peut se faire qu'avec le concours des Gauches. Or, elles y mettent pour condition que la vice-présidence sera donnée à M. Eugène Ducloux, ancien ministre des finances de 1848, président de la réunion de la gauche républicaine. Il s'agit de savoir si le centre gauche consentira à sacrifier le général de Chabaud-Latour.

L'accord du centre droit avec les gauches, accord qui a fait la majorité du 25 février, est bien près de se rompre.

Feuilleton du Journal de Roubaix du 15 Mars 1875.

— 21 —

LA FEMME

DU

CAPITAINE AUBÉPIN

PAR CLAIRE DE CHANDENEUX

XI.

(Suite.)

Elle s'arrêta au plus illogique peut-être, mais certainement au plus féminin.

C'était l'heure où le vaguemestre du 104^e de ligne, venant de la poste du Grand-Mourmelon, faisait sa distribution quotidienne de lettres et de journaux.

Après avoir servi les tentes, il descendait aux villages environnants, dans les familles d'officiers.

Le capitaine Aubépin se faisait apporter son courrier à la maison Nicolle. Le vaguemestre frappa chez Berthe. Il tenait à la main le *Moniteur de l'Armée*.

— Sergent, dit Berthe en le retenant du geste, remontez-vous au camp!

— Immédiatement, madame. — Je vous prie alors de vous charger de remettre en route une lettre du capitaine Aubépin pour un officier de chasseurs.

— Bien volontiers, madame. — Attendez une minute. Elle passa dans la seconde chambre et griffonna rapidement ces trois lignes: « Monsieur,

» J'ai besoin de vous voir. Je vous attendrai avec mes enfants, ce soir, » à sept heures, dans le bois de pins, » derrière la maison Nicolle.

» Berthe Aubépin. » Et sur l'enveloppe, elle écrivit d'une main ferme:

Monsieur le lieutenant de Curnil.

Le vaguemestre, persuadé qu'il remportait une commission de son capitaine, emporta la lettre.

Moins d'un quart d'heure après, Antonin, hébété de surprise, lisait et relisait ce bizarre rendez-vous.

Que de sentiments aussi cette écriture remuait en son cœur!

Antonin avait aimé Berthe Lenoble ardemment, purement; il avait voulu en faire sa femme à un âge où les officiers ne se marient guère. Il avait oublié pour elle sa naissance, sa fortune, et menacé de compromettre son avenir militaire.

Il avait été foudroyé par la révéla-

tion de la comtesse et, plus encore par les réticences maladroites du comte de Curnil, alors qu'affolé de douleur, illui demandait avec rage ce que l'imprudente fille pouvait faire dans sa maison.

Circonvenu par sa mère, dont l'influence sur lui était grande, il n'avait pas voulu revoir Mlle Lenoble; il avait dédaigné de l'interroger, il l'avait fuie et s'était juré de travailler consciencieusement à l'oublier.

Il ne l'estimait plus, il ne l'aimait peut-être plus, mais souvent son souvenir attendri avait évoqué la douce vision disparue.

Il ignorait quelle destinée lui avait été faite avec les années. Il n'avait jamais osé s'informer, à son retour à Paris, de cette orpheline qui avait failli porter son nom.

A l'insu du jeune homme, il y avait peut-être dans cette réserve plus de crainte de réveiller ses anciens rêves que de réelle indifférence.

Toujours est-il que la présence inattendue de Berthe au camp l'avait troublée, et que les petits événements de la maison Nicolle l'avaient laissé inquiet, irritable et vaguement inquiet.

Enfin, les insultes simultanées de sa mère envers Mme Aubépin, et de M. Aubépin envers lui-même, le jetèrent dans une fureur noire, irraison-

née, dont il n'était pas encore totalement revenu.

N'était-ce pas assez, en effet, que cette jeune fille à deux visages, qui le matin lui promettait sa main, et le soir portait ses sourires à un mari garçon cynique et railleur, eût bouleversé sa vie, désenchanté sa jeunesse et désillusionné son amour?

Faillit-il encore qu'une fatale rencontre vint remuer ce passé inavouable et apporter des chagrins nouveaux dans l'existence de sa mère, pour laquelle sa tendresse approchait de la vénération?

Et maintenant que lui voulait Berthe?

Quand l'écriture de la jeune femme étincela à ses yeux, toute illuminée du prisme du souvenir, il tressaillit et devint pâle.

Berthe lui écrivit: Berthe l'appeler! L'aimait-elle donc encore?

Il eut honte de cette interprétation. Elle lui parlait de ses enfants, d'ailleurs, c'était tout simplement la mère de famille, effrayée qui voulait le supplier d'épargner le soutien de ces têtes innocentes.

Il eut un sourire légèrement dédaigneux.

— Ah! comme elle est devenue bourgeoise, la pauvre Berthe! fit-il en refermant la lettre.

Avant de partir, elle s'agenouilla pieusement, pria quelques minutes comme pour demander à Dieu d'absoudre ce qui pourrait paraître trop hardi dans sa démarche, et se releva plus forte.

Sept heures allaient sonner. Elle prit ses deux enfants par la main, et refit avec eux, émue, mais courageuse, cette promenade du champ de blé qu'elle avait si souvent faite dans la monotonie de ses longues journées.

Le petit bois de pins était désert. Bébé s'assit sur la mousse. Marie ramassa les petites pommes résineuses tombées des arbres. Berthe s'appuya à un tronc renversé.

Son beau visage s'était idéalisé par la souffrance morale. La tristesse infinie de son âme, pâle lueur, éclatait dans ses grands yeux.

L'ombre qui tombait des ramures faisait à sa tête brune une auréole sombre, vrai cadre de cette beauté.

Un homme qui venait du camp à travers la plaine sauta lestement le ruisseau et s'arrêta devant elle, le schako à la main.

C'était Antonin.

(A suivre)